L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

1,50 Adresse : L'HUMANITE ROUGE B.P. 365 75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

4e ANNEE JEUDI 4 MAI 1972 N° 146

— Par la solidarité matérielle,

— Par l'extension des mouvements ouvriers,

GENERALISONS le soutien aux grévistes !

Depuis quelques mois, la classe ouvrière a déclenché de nombreuses luttes pour la satisfaction de ses revendications immédiates, contre les licenciements, pour des augmentations de salaires uniformes et pour des salaires égaux à travail égal. Dans tous les cas, à Penarroya, chez Peugeot à Mulhouse, chez Girosteel au Bourget, etc., les ouvriers ont su mettre en œuvre des formes de lutte de classe efficaces. Ils n'ont pas écouté les dirigeants de la C.G.T., ces pompiers des luttes. Dans plusieurs entreprises, les grévistes ont bloqué toute production en occupant les usines. Ils ont également séquestré des patrons. Ils ont passé outre à la légalité bourgeoise. Les capitalistes ne comprennent que la force unie des travailleurs. A Penarroya, à Girosteel, les patrons ont cédé. La classe des capitalistes tremble de la tête aux pieds face à la juste violence de classe du prolétariat.

Systématiquement, l'Etat des monopoles, gouverné par le banquier Pompidou, envoie ses meutes de C.R.S. contre les grévistes. Dans nombre d'endroits les ouvriers n'hésitent pas à se battre. C'est une bonne chose qui tranche avec le défaitisme des dirigeants révisionnistes. Cela est d'autant plus important que la politique actuelle du pouvoir capitaliste doit être rattachée aux actes fascistes qu'il n'a pas hésité à perpétrer. L'ouvrier révolutionnaire OVERNEY a été assassiné par un nervi au service de l'Etat. Le cheminot LABROCHE, membre du Parti révisionniste français, a été assassiné par un homme de main de l'U.D.R., le parti dirigeant. De plus, dans d'innombrables entreprises, les patrons organisent avec des syndicats-maisons ou des cadres répressifs des milices fascistes dirigées contre les ouvriers. L'objectif de la bourgeoisie c'est de museler totalement la classe ouvrière, c'est de l'empêcher d'élever sa voix contre ses conditions de vie et de travail insupportables et à plus forte raison contre le système actuel. Aussi est-il plus que jamais **urgent** que s'organise comme autrefois, notamment en 1947-1949, la solidarité prolétarienne, active et non en paroles seulement. « **Tous ensemble et en même temps** » est un mot d'ordre dont il faut populariser le contenu tactique efficace. Presque toutes les luttes qui ont été engagées récemment ont été des luttes extrêmement dures qui se sont poursuivies **seules** plusieurs semaines. A l'heure où nous écrivons, les ouvriers du Joint Français poursuivent le combat. Applaudir, ovationner et remettre un soutien financier certes indispensable à leur magnifique délégation en tête du défilé du premier mai de la République à Gambetta est positif, mais non suffisant ni décisif. Le soutien des populations laborieuses et des intellectuels progressistes à Saint-Brieuc, Nantes, au Bourget et ailleurs est un fait nouveau important, mais il faut aller plus loin. Pour que les luttes ouvrières débouchent sur des victoires, il est nécessaires que les travailleurs d'un même trust, d'une même corporation, et si besoin en définitive, de toute la classe ouvrière, soient prêts à déclencher, partout, des grèves de solidarité pour étendre le mouvement revendicatif, pour faire rendre gorge au patronat buveur de sang.

Cette tactique de généralisation des luttes est décisive pour ouvrir enfin l'étape de préparation intensive de la révolution prolétarienne, pour élever le niveau des revendications immédiates à celui, supérieur, des grèves politiques de masse, qui devra lui-même précéder l'affrontement final, violent, indispensable pour arracher le pouvoir aux fusils de la bourgeoisie !

Vive la lutte « **classe contre classe** » !

Généralisons la solidarité prolétarienne !

Soutenons et étendons toutes les grèves en cours !

La bataille de "l'Humanité Rouge" c'est à nous de la gagner !

SUCCES ENCOURAGEANT... PERSEVERONS !

Dès maintenant les résultats de la vente de masse du numéro spécial du 1er Mai se révèlent très positifs, de nombreux camarades nous ont fait part des réactions très favorables à la présentation et à la qualité de ce numéro de 16 pages.

Il est bien sûr que la couleur permet une première page plus accrocheuse facilite la vente à la criée et au porte à porte. Il est sûr aussi qu'on peut dire en 16 pages beaucoup plus de choses qu'en 8, en variant davantage les articles, en expliquant les choses plus à fond.

Camarades, il faut tirer la leçon de ces observations : Intensifier encore plus la diffusion en tentant de tenir régulièrement quelques points de ventes supplémentaires commencés pour cette vente spéciale.

Renforcer inlassablement l'appel à la souscription pour permettre la sortie plus fréquente de numéros spéciaux de 12 à 16 pages et envisager de passer à 12 pages régulièrement.

Mais aussi, accentuer l'effort de participation à la rédaction du journal en envoyant des échos de discussions dans la classe ouvrière, des récits de lutte, etc., car la qualité de notre journal dépend avant tout de la liaison étroite aux luttes et aux espoirs de la classe ouvrière.

Ainsi, tous ensemble, nous gagnerons la bataille de « l'Humanité Rouge ».

SOUSCRIPTION PERMANENTE

	en francs
Deux marxistes-léninistes des Vosges	50
Anonyme	64,90
Classe contre classe H.R. vaincra !	5
Comité Longue Marche	10
Un sympathisant	1
Un sympathisant algérien	10
Des camarades de l'Ouest	72
Des camarades de l'Atlantique	60
Un marxiste-léniniste	2
Soutien au juste combat de l'Humanité Rouge - D.J.	7
Pour un 1er Mai de lutte de classe	50
Contre le libéralisme M.T.T.	50
J.P. - Soutien à H.R.	4
N.V.T., 2e versement avril	65
Un militant	50
Vive la lutte classe contre classe - H.R. vaincra ! (Avril) Une simpathisante	50
H.R. vaincra ! Une mère de famille	5
Un cheminot retraité	2
Anonyme - H.R. vaincra !	2
Un couple de travailleurs pour la victoire de H.R.	7
Cercle Oulianov	85
Cercle Monja Jaona *	28
Une femme petite fonctionnaire retraitée	5
Un fonctionnaire sympathisant communiste	200
Un étudiant Assas	30
Un travailleur à une vente	3,50
Un lycéen de l'Atlantique	10
Un maître auxiliaire de l'Ouest	10
Un travailleur en timbres	13,25
Bravo à H.R. pour sa juste ligne politique - B.Y.	10
Deux communistes marxistes-léninistes - M.R.	30
J.L.G. - Pour un 1er Mai de lutte, soutien à notre presse	50
Une ouvrière - Soutien au marxisme-léninisme	1
Vive le 1er mai de luttes	
Vive le 1er Mai de lutte de classe	50
de classe - Léon	4
Pour que H.R. poursuivre son juste combat - un coupe d'enseignant	15
A.B. - En plus de mon abonnement pour soutenir notre presse	40
Admirateurs d'Engels	10
Dédé - H.R. vaincra !	10
Un opérateur ORTF	1
Un opérateur ORTF	3,50
Un réalisateur ORTF	3
Un comédien ORTF	2
Un opérateur	5
Une habilleuse	1
Anonyme	2
Pour un 16 pages permanent - Un camarade	50
Un accidenté du travail	10
H. - Soutien à H.R.	50
T. - H.R. vaincra	50
Le Comité de Rédaction de l'H.R.	100
H.R. vaincra - J.P.	10
Anonyme	50
G.A.	10
C.R. - Soutien à H.R.	8,40
Un camarade fonctionnaire	100
Pour un 16 pages - Un éducateur marxiste-léniniste	50
Un marxiste-léniniste du Midi	30
G.L. - Pour la souscription permanente	5
Total de la semaine	1 712,55
Total précédent	185 015,68
Total général déjà utilisé pour le règlement des dettes de l'H.R.	186 728,23

* N.D.L.R.. — Monja Jaona leader du Movima, Parti Révolutionnaire Malgache actuellement interdit.

Demande de contact

Dans le but de diffuser plus largement « l'Humanité-Rouge », pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

Nom : ..... Prénom : .....

Age : ..... Profession : .....

Adresse : .....

.....

Signature

A nos lecteurs

Les photographies de la manifestation parisienne du 1er Mai nous étant parvenus trop tard, nous ne pouvons en assurer la présentation dans le présent numéro. Aussi notre prochaine publication, le numéro 147, comportera-t-il douze pages (prix de l'exemplaire : 2 F), ce qui permettra le compte-rendu rédactionnel et photographique du 1er Mai et de notre meeting prolétarien « classe contre classe ».

Dans le cadre de la bataille des idées, une page sera également consacrée à la lutte contre le trotskysme, courant idéologique et politique que combattit de tout temps le grand Lénine.

Demain, vendredi 5 mai, à 20 h 30

SALLE LANCRY
10 rue de Lancry
(métro Bonsergent ou République)

MEETING PROLETARIEN
CLASSE CONTRE CLASSE

Projection d'un film sur le trust Penarroya.

Manifestation à Toulouse

DANS NOTRE COURRIER...

Lecteur de H.R., je tiens à aider notre journal en signalant le fait suivant.

Je travaille dans une petite boîte sur la Côte d'Azur. Petit patron mais gros exploiteur, 60 h par semaine pour 1 000 F par mois, dont une partie seulement est déclarée (le bulletin de paye fait ressortir 202 h, alors que nous en faison 260).

Travail de docker au pas de gymnastique, il arrive souvent que les livreurs partent en livraison alors qu'il serait l'heure de dîner. Mais, le plus pénible, est de supporter l'oppression, les réflexions stupides du négrier, la mesquinerie cette malhonnêteté qui ne permet pas à l'ouvrier d'être fatigué ou malade sans qu'on lui fasse comprendre bien haut (pour que les autres employés enregistrent) qu'il ne faut pas que ça se renouvelle.

Jusqu'alors les employés se succédaient 8 par an (moyenne 1 tous les 45 jours). Le gars qui a besoin de survivre ne discute pas les conditions au départ, mais à peine a-t-il pris conscience de l'existence qui lui est imposé, qu'il cherche un emploi ailleurs (très difficile à trouver dans notre région).

Il y a encore quelques temps, nous voulions bien croire le patron sur les charges très lourdes à payer sur les salaires, jusqu'au jour où le bulletin de paye du fils de la maison nous est tombé sous les yeux.

Quel ne fut pas notre étonnement de savoir que ce petit prince était déclaré 2 500 F et plus, alors qu'il commence et arrête de travailler quand bon lui semble, nous nous regardâmes surpris les uns plus cons que les autres pour découvrir que malgré leurs lamentations les patrons sont des menteurs, des malhonnêtes gens, ils sont là pour exploiter, opprimer l'ouvrier **qui ne demande qu'à vivre décemment,** ils tirent toutes les ficelles pour augmenter leurs profits spéculant sur l'abus d'autorité, sur le chômage et la misère.

Assez, bourgeois poltrons !
Vous paierez !
Vive la Révolution armée !

Collectes organisés pour le soutien des ouvriers en grève du Joint Français à Saint-Brieuc.

	en francs
Sur un marché du 20e	23 F
Une collecte militants	55 F
Collecte organisée par le Cercle Balagne :	
Au métro Pierre-Curie	16,50
A la Cité Universitaire	43,50
Au métro Mairie d'Ivry	42,90
Au marché Pierre-Curie	118,60
A la manifestation République-Gambetta	180,50
Total	480

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :
« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 15 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutien « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
3 mois	15 F	25 F	50 F
6 mois	30 F	50 F	100 F
1 an	75 F	110 F	150 F
Etranger : 3 mois	40 F	65 F	
6 mois	75 F	125 F	
1 an	150 F	250 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

CLASSE CONTRE CLASSE

LE 1er MAI A PARIS :

une manifestation combative

Des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées le 1er Mai au matin pour manifester de la République à la place Gambetta. Le nombre des manifestants a montré encore une fois que de plus en plus nombreux sont ceux qui rejettent le révisionnisme.

Dès le début, cette manifestation fut placée sous le signe du soutien aux ouvriers en lutte. En tête du cortège se trouvaient des ouvriers du Joint Français de Saint-Brieuc en grève depuis deux mois.

« *Le Joint vaincra, C.G.E. paiera !* » fut un des mots d'ordre les plus repris.

Une grande banderole sur laquelle était inscrit le mot d'ordre « *Classe contre classe* » se trouvait en tête du cortège de l'Humanité-Rouge dans lequel se trouvaient de nombreux travailleurs. « *Les 40 heures tout de suite sans diminution de salaire* », « *Pas de salaire inférieur à 1 200 F* », « *La retraite à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes* », « *A travail égal, salaire égal* », furent des mots d'ordre souvent scandés dans les rangs marxistes-léninistes.

« *Travailleurs français et immigrés, une seule classe ouvrière !* » fut lancé, en particulier en passant par Belleville où nombreux sont nos frères immigrés.

« *Vive la dictature du prolétariat !* » fut largement scandé.

Le soutien aux peuples en lutte s'exprimait par les mots d'ordre : « *Vietnam, Laos, Cambodge : la guerre du peuple est invincible !* », « *Palestine vaincra !* ».

« *L'Internationale* » fut souvent chantée.

Nombreux étaient ceux qui témoignaient leur attachement aux bastions du socialisme en clamant : « *Vive la Chine et l'Albanie socialistes !* »

Nul doute que ce 1er Mai 1972 aura renforcé la détermination de beaucoup à combattre pour le triomphe de la révolution prolétarienne.

Nous publierons ultérieurement les compte rendus des manifestations en province.

« L'HUMANITE » TROMPE SES LECTEURS

Lundi matin, l' « Humanité » révisionniste dissimulait mal sa rage et son impuissance devant cette réalité concrète : le P. « C. » F. a perdu le monopole de l'organisation des masses le 1er Mai.

Aussi n'hésitait-elle pas une fois de plus à recourir au mensonge pour rendre compte des manifestations parisiennes. Elle grossissait considérablement l'importance toute relative du défilé de la seule C.G.T. et, à l'exemple de la radio et de la presse bourgeoise, accordait la vedette aux « homosexuels » et autres éléments incontrôlés qu'on a pu apercevoir, noyés à quelques-uns, dans la masse du défilé non révisionniste.

De plus, l'Huma écrivait « qu'on ne remarquait aucun des principaux mots d'ordre revendicatifs des salariés ». *Mensonge encore, car le groupe d'H.R. avait plusieurs banderoles portant de tels mots d'ordre et, durant tout le défilé, nos camarades alternèrent sans cesse les slogans portant sur des revendications immédiates et ceux portant sur notre objectif stratégique : la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat.*

Ne croyez surtout pas que les reporters de l' « Humanité » sont aveugles et sourds : non, ils sont tout simplement révisionnistes et ne reculent pas devant le mensonge pour tromper leurs lecteurs. Mais tout à une fin... et le 1er Mai 1972 n'était-ce pas aussi le commencement de leur fin ?

USINE KODAK (Vincennes) :

F.O. ou le son de cloche de la direction

Dans un dernier « F.O. Magazine », nous apprenions avec stupeur que c'était depuis la création du syndicat F.O. que le syndicalisme chez Kodak avait pris une ampleur nouvelle, et que les intérêts des travailleurs avaient été réellement défendus !

Heureusement que nous n'avons pas attendu F.O. pour nous organiser syndicalement, car alors nous serions peut-être dans la même situation que les travailleurs de chez Citroën ou de chez Simca, qui ont le choix entre la carte C.F.T. ou la porte !

D'ailleurs, au restaurant, ouvriers et ouvrières sont obligés d'avoir leur carte F.O. dans la poche pour pouvoir bénéficier des avantages et des bienfaits que M. Schigand, fidèle collaborateur de la direction, prodigue si largement et si généreusement !

Ces odieuses manœuvres auprès de certaines catégories du personnel ne constituent qu'un des aspects de la politique de collaboration de classe que F.O. Kodak pratique depuis sa création.

Collaboration si étroite que la Fédération F.O. des industries chimiques s'est trouvée contrainte de désavouer ce syndicat, l'accusant de défendre les intérêts du patronat et non ceux des travailleurs.

Des délégués qui sont pieds et poings liés avec la direction, et dont certains en sont même les proches collaborateurs,

Des délégués qui en Mai-Juin 1968 agitaient le drapeau tricolore au son de « La Marseillaise » et de la reprise du travail,

Un syndicat, qui en pleine grève des ouvriers de fabrication en mai-juin dernier allait jusqu'à attaquer des travailleurs et nous conseillait « de reprendre le travail de façon à trouver par les voies normales et constructives de la négociation la solution des problèmes »,

Des délégués enfin qui, lors de cette grève, prenaient sur leur temps de repos pour venir travailler,

Voilà le tableau, rapidement brossé mais où tout le monde se reconnaît, d'une organisation syndicale qui prétend nous représenter, mais qui, finalement, ne défend que les intérêts de la direction.

Et ce triste tableau d'un syndicat totalement intégré est encore incomplet :

Que sont devenus les délégués qui avaient été présentés sur les listes l'année dernière ?

Ils ont tous ou presque tous été achetés !

Alors que chez Kodak il n'y a plus de promotion, et qu'au contraire de nombreux travailleurs se retrouvent à des postes inférieurs à leur catégorie, dans le cadre des mutations, les délégués F.O. se taillent la part du roi pour les promotions.

A ceux qui voudraient manger de ce pain-là, nous conseillons vivement de prendre la carte F.O. et de se présenter comme délégués.

De toute façon, rien n'est trop bon à ces syndicalistes pour s'attirer les bonnes grâces de la direction.

Après le coup d'éclat du restaurant, ils entendent bien, encore cette année, semer le trouble pour n'avoir pas à rendre compte de leur mandat devant les travailleurs !

Alors que nos revendications de salaires sont insatisfaites, que notre emploi est menacé, que les mutations arbitraires et répressives se poursuivent, que la discipline se resserre, que l'on porte de graves atteintes aux libertés syndicales, F.O. distribue ses tracts sur le Mont-Pacard et la gestion de « Loisirs et Culture ».

Ce n'est d'ailleurs pas un « hazard » si ces tracts reflètent tous le mépris que ce syndicat peut avoir envers la classe ouvrière.

Il faut vraiment que la culture « vole bas » dans cette organisation pour oser sortir pareil torchon de calomnies, qui est une injure envers les travailleurs et l'organisation syndicale à laquelle ils ont donné leur confiance !

Il est vrai que la logique pour certains c'est que « plus le mensonge est grossier, plus il a de chances d'être entendu ».

La présence dans l'entreprise de ces « fougueux défenseurs » de la classe ouvrière, qui sont soi-disant à l'origine du « renouveau syndical » chez Kodak, n'a que trop duré.

Un délégué n'est pas une potiche de la direction, ni un praticien fervent de la collaboration de classe, mais un militant responsable qui défend effectivement les intérêts de la classe ouvrière, et qui se bat avec les travailleurs en ayant une juste conception de la lutte classe contre classe.

Nous disons non à toute pratique de collaboration de classe, nous sommes pour un syndicalisme de lutte de classe, luttant sur des positions prolétariennes avec une direction révolutionnaire qui ne perde jamais de vue le but final :

LA SUPPRESSION DU SALARIAT APRES L'ABOLITION DU PATRONAT ET DE SON POUVOIR D'ETAT!

Les Travailleurs communistes marxistes-léninistes de l'usine.

De 30 à 50 francs pour une vie d'ouvrier

Un correspondant de Pau nous signale un certain nombre de jugements prononcés contre des patrons n'ayant pas respecté les règles de sécurité dans le travail.

« ... *Le sieur M. D., entrepreneur en maçonnerie, coupable et convaincu de défaut de mesures particulières et collectives de protection sur un chantier pour éviter toute chute dans le vide* ». Condamnation... trois fois 50 francs.

« ... *Le sieur M. L., entrepreneur, coupable et convaincu d'infractions aux règlements sur la sécurité de deux ouvriers sur un chantier* ». Condamné à 30 francs.

« ... *Le sieur A. R., monteur en charpentes métalliques, coupable et convaincu de défaut de garde-corps et défaut de casques sur un chantier* »... 30 francs.

Et on pourrait continuer longtemps comme ça.

Ces quelques « condamnations » de patrons-assassins témoignent du peu de cas que la justice bourgeoise fait de la vie des ouvriers.

Travailleurs, sachez-le, les patrons et les juges à leur service évaluent vos vies entre 30 et 50 francs.

S.C.P.C. (Clermont-Ferrand)

COMBAT DE CLASSE

A la S.C.P.C. (comme ailleurs), le patron cherche à diviser les ouvriers avec le système des primes.

Les ouvriers et les ouvrières de la S.C.P.C. (qui ont déjà mené une dure lutte l'an dernier — grève avec occupation) sont entrés en action directement contre ce système de primes qui veut cyniquement les diviser.

Le mot d'ordre est : **« Y' en a marre des primes à la tête du client — Suppression des primes — Augmentation uniforme de 80 centimes de l'heure pour tous ! »**

NON AUX PRIMES DE DIVISION ! SALAIRE FIXE ET GARANTI !

Ce qui est caractéristique, c'est que ce mot d'ordre était repris même par ceux qui sont le plus avantagés par ce système pourri de primes.

Les ouvriers de la S.C.P.C. frappent ainsi en plein cœur du système d'exploitation. Ils refusent les **primes-division.** Ils affirment et renforcent leur unité.

La grève démarre le lundi à 17 heures. Les équipes de nuit et du matin suivant, 90 % du personnel est en grève.

La grève est d'abord prévue pour vingt-quatre heures, mais le patron répond par le lock-out en espérant intimider les ouvriers.

Mais l'assemblée générale des ouvriers répond comme il convient aux tentatives d'intimidation du patron : **la grève illimitée avec occupation est votée à l'unanimité moins deux voix.**

(Les deux voix sont celles de la déléguée C.G.T. et sa suppléante.)

Les grévistes posent leurs revendications :

— **Suppression des primes de production à la tête du client ;**

— **Augmentation uniforme de 0,80 F de l'heure ;**

— **Le treizième mois ;**

— **Transport gratuit.**

MANŒUVRES DE LA DIRECTION

La direction s'était engagée à donner une réponse le mardi 18 entre 12 heures et 14 heures. Aucune n'étant venue à 15 h 40, les grévistes décident d'aller en masse au bureau du directeur demander une explication.

Il leur est répondu que le directeur général était en déjeuner d'affaires et ne pouvait donner une réponse.

Les ouvriers et ouvrières exposent en détail : leurs mauvaises conditions de travail, les disparités dans leurs salaires, et **dénoncent les primes à la tête du client.**

Pendant ce temps, les cadres arrêtent les machines et ferment l'usine (sans même prévenir les grévistes). Après avoir écouté le personnel en grève, le directeur propose une réunion dans la soirée avant 21 heures avec l'inspecteur du Travail, puis s'en va (avec ses cadres), vers 18 heures, en donnant rendez-vous à 10 heures à l'inspection du Travail le lendemain.

La direction laisse les bureaux ouverts et remet les clés de la maison aux grévistes.

Vers 18 h 45, **la gendarmerie de Gournon arrive en disant qu'elle vient délivrer** (à la demande de la Préfecture prévenue par la direction) **le directeur qui est soi-disant « séquestré ».** Les gendarmes sont repartis après avoir constaté que personne n'était séquestré.

A 20 heures, l'inspecteur du Travail arrive, mais la direction est toujours absente et refuse de venir.

Les grévistes occupent le réfectoire et s'y installent, bien décidés à déjouer toutes les nouvelles manœuvres de la direction, et à mener un combat de longue durée.

Dans un tract diffusé massivement, le comité de grève affirme catégoriquement :

« Les grévistes ne s'attendent pas à une issue immédiate et sont **déterminés à poursuivre leur action** dans l'unité **coûte que coûte** » (souligné par les grévistes).

Ou encore :

« En cas de lettre individuelle de licenciement ou de demande de « vote » libre de toute pression » décidé par la direction, le personnel est fermement décidé à se retrouver en assemblée générale pour voir la suite à y donner et les décisions à prendre collectivement. »

MANŒUVRES DE DIVISION DE LA C.G.T.

La déléguée C.G.T. (et sa suppléante) seule opposée à la grève, ne se résigne pas à son échec. Le comité de grève (mis en place par le syndicat C.F.D.T.) a fait un tract intitulé : **« Y' en a marre ».** Ce tract qui explique les justes positions des grévistes est diffusé massivement en ville par des équipes de grévistes.

C'est alors que la déléguée C.G.T., tentant de briser l'action, va faire son tract à elle, intitulé : **« Notre point de vue »** (c'est en fait son point de vue à elle et sa suppléante).

Ce tract dénonce la grève comme aventuriste et entonne le fameux couplet des « provocations des gauchistes extérieurs à l'usine ».

Ce qui fait sourire les ouvriers, car comme éléments extérieurs à l'usine, il y a eu à cette date :

1° Le permanent C.F.D.T. (délégué C.F.D.T. Michelin) ;

2° Le permanent C.G.T. ;

3° Le lendemain, les flics (cf. ci-dessus).

Bien entendu, le tract sera porté tout de suite à la direction par la déléguée en question qui demande la « négociation » (au nom de qui ?).

Le tract « jaune » (couleur) de la C.G.T. suscitera des plaisanteries amères chez les ouvriers. Plaisanteries qui s'adresseront à autre chose qu'à la couleur jaune de ce tract. Une nouvelle fois, la C.G.T. a montré qu'elle avait ni plus ni moins pris la place occupée autrefois par le syndicat jaune F.O. (aujourd'hui pratiquement inexistant).

D'ailleurs, la déléguée C.G.T. est allée trop loin.

L'Union locale C.G.T., qui a plus d'expérience et qui sait jusqu'où on peut aller pour ne pas trop se démasquer, fera machine arrière.

L'U.L. prétendra ne pas être contre la grève et fera même un tract en commun avec le syndicat C.F.D.T. de la S.C.P.C. Tract qui devait être diffusé à 15 000 exemplaires. A notre connaissance, nous n'en avons encore vu aucun de diffusé. Mais peut-être est-il trop tôt et sommes-nous mal renseignés ?

DEFENDRE L'UNITE CONTRE TOUTE TENTATIVE DE DIVISION

Toujours est-il que les ouvriers de la S.C.P.C. s'organisent fermement en vue d'une grève dure.

Les ouvriers de la S.C.P.C. sont entrés en grève pour défendre leur unité, contre les primes de division, pour une augmentation uniforme pour tous.

Cela montre combien la classe ouvrière tient à l'unité de ses rangs. L'unité de la classe ouvrière, l'unité solidement soudée à la base et dans l'action, c'est une muraille d'acier contre les patrons et tous leurs valets, déclarés ou camouflés, se briseront les reins.

VIVE L'UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION !

VIVE LA LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE !

DIVISES NOUS NE SOMMES RIEN, UNIS NOUS SOMMES TOUT !

Dernière minute : La grève se durcit encore. Les ouvriers refusent d'évacuer l'usine. Le comité de grève qui avait mené la négociation s'est montré conciliant dans les discussions avec le patron (il avait promis de permettre une certaine « liberté du travail »). L'assemblée générale l'a désavoué et l'a renouvelé. C'est un magnifique exemple de démocratie prolétarienne de masse.

Les grévistes de l'entreprise Davum :

« *Nous n'acceptons plus !* »

Grève illimitée à l'entreprise Davum depuis le 18 avril. Les 150 travailleurs — presque tous immigrés — refusent de continuer à subir des conditions de vie révoltantes :

Parqués à 6 ou 8 dans des caravanes ou des baraquements sur les chantiers, ils ont droit à la douche une fois par mois, dorment dans des sacs de couchage dont les draps sont changés tous les deux mois ! Ils n'ont qu'une heure trente pour manger dans une journée qui s'étale de 5 h à 19 h. 10 d'entre eux, travaillant depuis 5 ou 7 mois dans l'entreprise, viennent d'être licenciés sous prétexte d'incapacité professionnelle.

Tous unis et solidaires à la base et dans l'action, les travailleurs exigent la réintégration de leurs camarades et la satisfaction de leurs justes revendications :

— Aucun licenciement ;

— Elections de délégués du personnel et au C.E. ;

— Augmentation des salaires réels de 10 % ;

— Transports : une heure payée par jour ;

— Paiement des jours de grève.

Le Comité de grève lance un appel aux travailleurs des chantiers collaborant avec leur entreprise :

« NOUS, TRAVAILLEURS, DEVONS ETRE SOLIDAIRES CAR QUELLES QUE SOIENT NOS DIVERGENCES, NOUS APPARTENONS A LA CLASSE OUVRIERE QUI LUTTE :

— CONTRE SON EXPLOITATION ;

— POUR SON EMANCIPATION.

Boycottez les chantiers où travaille l'entreprise DAVUM. Refusez de lui fournir du matériel et des matières premières. Ne faites aucun travail à la place des grévistes ! »

Le soutien s'organise autour des grévistes pour populariser leur action et leur assurer une aide financière pour continuer la lutte.

PETITE BIBLIOTHÈQUE DU MILITANT MARXISTE-LÉNINISTE

En mettant « la politique au poste de commande » et compte tenu de certaines quantités de « bouillons » dont nous avons la disposition, nous avons décidé le lancement d'une campagne intitulée **« Petite bibliothèque du militant marxiste-léniniste ».**

Cette campagne a pour objet de mettre à la disposition de nos camarades, amis et lecteurs, pour un prix abordable, un certain nombre de livres et brochures marxistes-léninistes.

Voici donc ce que vous pourrez recevoir pour un règlement global de **12 francs,** port compris :

— J. STALINE : **Les questions du léninisme.**
— J. STALINE : **Lénine.**
— MAO TSE-TOUNG : **Citations** (Petit Livre Rouge).
— MAO TSE-TOUNG : **Sur la guerre populaire.**
— MAO TSE-TOUNG : **La démocratie nouvelle — Interventions aux causeries sur la littérature et l'art Yénan — De la juste solution des contradictions au sein du peuple — Intervention à la conférence nationale du Parti communiste chinois sur le travail de propagande.**
— **HISTOIRE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE** (Edition de l'H.R.) - Premier et deuxième chapitres.
— **CRIMES DE GUERRE AMERICAINS** (Edité par le Comité d'Etat des Sciences sociales) - Hanoï.
— **VIVE L'IMMORTELLE COMMUNE DE PARIS** - Discours de Jacques JURQUET au meeting internationaliste d'H.R. du 30 avril 1971.
— **REVISIONNISME, GAUCHISME OU MARXISME-LENINISME ?** Par François MARTY - 1971.
— **CINQ BROCHURES** éditées par les éditions « Naïm Frashëri » - Tirana - présentant chacune un important article du journal ZERI I POPULLIT.

QUINZE VOLUMES ET BROCHURES POUR 12 FRANCS,
voici ce que nous offrons à tous nos amis qui nous en adresseront la demande avec un règlement comptant soit en timbres-poste, soit par versement à notre compte courant postal, soit par tout autre moyen à leur convenance.

BIENTOT LA DEUXIEME PETITE BIBLIOTHEQUE...

Le succès de notre campagne de diffusion de la « Petite bibliothèque du militant marxiste-léniniste » est tel, que nous allons être contraints sous peu de changer le contenu de ce premier lot de livres et brochures. Certains des titres annoncés sont en effet proches d'être épuisés.

Aussi avons-nous décidé de poursuivre cette initiative, dont l'expérience a révélé la justesse, en lançant d'ici deux semaines un second lot composé d'autres titres, pour le même prix : ce sera la « Petite bibliothèque du militant marxiste-léniniste n° 2 ».

Ainsi, par des achats successifs, nos camarades, amis et lecteurs auront la possibilité de posséder une authentique bibliothèque de base comportant des ouvrages fondamentaux de Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tsé-toung et Enver Hoxha.

Lecteurs de l'H.R., ne retardez plus votre commande du premier lot. Bientôt nous ne pourrons plus vous en assurer le service !

Méfaits et crimes du capital

Après l'assassinat de Michel Labroche :

Justice bourgeoise ou vengeance prolétarienne ?

Nous avons déjà rapporté les faits ; le dimanche 23 avril, un voyou fasciste d'Hirson a assassiné un cheminot, Michel Labroche, qui gardait les panneaux « non au référendum ».

Pierre Overney, Michel Labroche. Deux jeunes ouvriers assassinés par les bandes du capital. C'est bien de cela qu'il s'agit ; on a parlé « d'acte involontaire », « d'acte isolé d'un jeune fanatique », « d'acte en état d'ivresse »... Point du tout. C'est un acte de fascisation pur et simple. Il faut faire régner l'ordre de la terreur et les hommes de main du capital, Tramoni ou Walmé... ne manquent pas, chez Renault, à Hirson et ailleurs.

Face à cela, il n'y a qu'une issue pour la classe ouvrière ; la lutte résolue « classe contre classe ». Que les travailleurs se lèvent comme un seul homme et ripostent du tac au tac aux crimes du capital. A Hirson, le jour des obsèques du cheminot Michel Labroche, il y a eu plus de 8 000 travailleurs. Et au fond de bon nombre d'entre eux : le cri de « vengeance » ! Pourtant, personne ne l'a crié. Qu'a dit Jacques Duclos, dirigeant du Parti révisionniste, ce jour-là :

« Il nous reste à mener un combat opiniâtre pour que justice soit rendue, pour que le meurtrier soit châtié... »

De quelle justice Duclos parlait-il ? De la justice des patrons qui a bien vite mesuré le taux d'alcoolémie de l'assassin. Ivre... donc irresponsable... bien sûr. Jean Walmé a été inculpé d'homicide volontaire, on connaît les lenteurs et les compréhensions de la « justice ».

L'affaire sera enterrée, voilà tout. Pourtant, Duclos s'en remet à cette « justice »-là ! Comme il s'en remet en tout point à la « légalité » des ennemis du peuple. A des jeunes J.C. de la région, pourchassés pendant les collages par une vingtaine de voitures bourrées de voyous du S.A.C., des militants du Parti révisionniste n'ont-ils pas conseillé :

Labroche croyait au passage « pacifique »... Il est tombé victime de la violence criminelle de la bourgeoisie.

« Ils sont armés. Alors vous, surtout, pas d'armes, pas de bout de bois, rien... »

Le légalisme se fait le complice pur et simple de la fascisation.

Et la riposte organisée par les révisionnistes n'a pas été à la mesure du crime. Les organisations de gauche ont invité la population de la région à participer aux obsèques. Mais point de mot d'ordre de grève, surtout ! Et il n'est pas facile de quitter le boulot sans cela... pour être à 16 h à des dizaines de kilomètres de chez soi ! Surtout, il ne fallait pas développer la haine de classe. Dans l' « Humanité » du 24, on présente le jeune cheminot, la maison qu'il a construit, son jardin ; on veut tirer les larmes : « pourquoi tuer un homme si paisible ? » Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Michel Labroche a été assassiné car il voulait lutter contre le capital — même si sa combativité était dévoyée par les dirigeants révisionnistes. C'est cela qu'il faut dire. Il ne faut pas verser des larmes mais serrer les poings de la haine.

Correspondant H.R.

POMPIDOU, indésirable en Lorraine

La bourgeoisie accordait un grand intérêt à ce voyage car elle le considérait comme un test. Il devait en effet démontrer que les travailleurs lorrains étaient toujours autant disposés à accepter l'ordre bourgeois, l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le « Républicain Lorrain », journal au service du Capital, avait organisé une intense campagne publicitaire : il était demandé par exemple, que le peuple envoie au journal les questions qu'il avait à poser à « son » président.

Le jour venu, le voile fut déchiré : toute la région a été envahie par les flics. Beaucoup ont dit n'en avoir jamais vu autant de toute leur vie, d'autres ont déclaré que cela leur rappelait une bien triste époque. Au fait, pourquoi tant de flics ? Neutraliser un surexcité ? Pour cela on n'a certainement pas besoin de quadriller toute une région. On utilise une telle force pour pouvoir neutraliser les masses. Pompidou a donc peur des masses. Après le désastre de la première journée vint celui de la seconde. A Forbach, par exemple, il fut hué par les travailleurs de Faulquemont et du bassin. A tel point qu'il n'a pas jugé utile de se présenter aux usines de la plate-forme de Carling. Pourtant, Bouch, maire de Forbach, avait fait tout ce qu'il pouvait pour cette visite : il avait engagé, quelques jours auparavant, divers individus dans le but de décoller ou de surcoller les affiches progressistes (syndicales ou autres). Monsieur Bouch, combien ces gens-là ont-ils été payés pour faire ce boulot ? Pourtant, les valets du Capital ont fait leur possible pour que les yeux de Pompidou ne soient pas trop blessés : murs se trouvant sur ce qui devait être le passage du président, lavés ou repeints. Le jour de la visite, le service de répression, lui aussi, a fait ce qu'il a pu. Voici en gros ce qui est arrivé à des militants P.S.U. et de la Ligue Communiste : ils voulaient distribuer des tracts mais des C.R.S. leur ont interdit l'accès de diverses rues (bousculades). Les militants sont alors allés chercher trois banderoles. Là, ils ont quand même pu faire 50 mètres avec les banderoles pliés avant qu'un adjudant de C.R.S. refuse de les laisser passer. Peu après, un commandant est arrivé : « Ouvrez les banderoles » :

« Pompidou bla bla bla... ».

« 63, la réquisition, depuis, la recession ! » (insulte à chef de l'Etat).

« 1871 : vendue, 1971 : offerte. 12 000 Lorrains en Allemagne » (insulte à chef de l'Etat).

Les C.R.S. ont alors voulu garder les banderoles ce à quoi les militants s'opposèrent : « interpellation ». Les C.R.S. ont enfermé les militants dans une camionnette environ 1 h 30 (le temps que Pompidou refasse ses valises et reparte). Il faut noter que dans les usines, les mouvements pour mettre en échec la répression s'est formé spontanément dès l'annonce de la nouvelle.

Arrachage et surcollage des affiches, répression, « Comité d'accueil du président », mots d'ordres contestant le régime effacés... Pompidou se met la main devant les yeux. Pompidou et la bourgeoisie ont peur de la vérité. Ils ont raison car la vérité est toujours du côté du peuple.

Les Vosges en état de siège

A propos de la visite de Pompidou dans les Vosges, nous signalons que, alors que nous sommes dans un secteur très calme, toute la semaine qui a précédé nous avons été survolés par petits avions de reconnaissance et hélicoptères presque continuellement. Le jeudi, il y a eu déplacement de blindés (une coïncidence ?) qui ont traversé la ville. Le vendredi, alors que nous nous trouvons à une trentaine de kilomètres minimum de ses lieux de passage, six cars de C.R.S., de nombreuses voitures de police et des motards stationnaient à la sortie de la ville.

La volonté d'intimider est claire. « Pompidou a pris un bain de foule » dit la radio. Avec autant de C.R.S., il ne risquait pas de se noyer.

Quand on prend autant de précautions, c'est qu'on ne se sent pas tranquille. C'est l'aveu de sa frousse.

La colère du peuple gronde aussi en Lorraine.

Correspondant.

U. D. R., C. D. R. : méthodes d'assassins

Camarades,

Voici un fait qui montre bien à quel point le slogan du P.« C. »F. « s'abtenir, c'est faire le jeu de Pompidou » est un mensonge grossier.

Dans la nuit du 21 au 22, 4 camarades de l'H.R. collant des affiches appelant à l'abstention ont été attaqués par des commandos U.D.R. Ceux-ci avaient repéré la voiture du collage des camarades. A un point de collage, ceux-ci furent surpris, descendant de voiture par une voiture U.D.R., pleine d'hommes armés de barre de fer. 3 camarades purent fuir, l'un n'eut pas assez de réflexe. Il fut aussitôt frappé, tentant de riposter, il fut stoppé par la menace *d'un revolver*, brandi par un des hommes de l'U.D.R. A deux reprises, la voiture des camarades fut fouillée, le matériel de collage volé, mais aussi de menus objets de la voiture n'ayant rien de politique ! A trois reprises, une voiture U.D.R. fonça sur les camarades qui essayaient de récupérer leur voiture.

Ajoutons que les camarades furent protégés par un ouvrier, gardien de nuit de l'entreprise.

Tout cela montre que l'U.D.R. regroupe des hommes de main du fascisme.

Des militantes H.R. de Toulouse.

DANS L'AISNE :

Surexploitation d'ouvriers portugais

Ce que j'ai vu dans mon village d'origine, Septmonts (Aisne), à 8 km de Soissons, m'a profondément indignée.

Dans ce village rural, peuplé de paysans et d'ouvriers qui travaillent à Soissons, une entreprise de bordures de trottoirs vient de s'implanter. L'entrepreneur Sézille fait appel non à la main-d'œuvre locale mais à des ouvriers portugais qu'il fait venir et exploite au maximum. Nous en avons eu la preuve quand il a fallu qu'il loge ses ouvriers : il leur a promis les logements décents qui leur sont dûs en échange des baraques de chantier où ils s'entassent pour l'instant.

Pour construire ces logements, il a déposé une demande de permis de construire à la mairie, tout en sachant que cette demande était inacceptable en raison de la nature du terrain. Bien entendu, la demande a été repoussée. Le négrier Sézille n'attendait que cela. Pour tromper les ouvriers de son entreprise et les couper de la population, il les a fait manifester... contre la population et il les suivait lui-même en voiture pour vérifier que tous étaient dociles. Il a beau jeu puisque la barrière de la langue empêche les ouvriers du village de se faire comprendre de leurs camarades portugais ; il ne cesse d'exercer une pression sur eux. Nous ne savons pas le nombre de ces camarades immigrés, ni combien le négrier Sézille les paye ; mais il renouvelle souvent leurs effectifs, sans doute pour avoir le maximum d'emprise sur eux.

La population de Septmonts est profondément solidaire des ouvriers de Sézille ; avec eux, elle exige des logements décents pour chacun.

A bas l'exploitation capitaliste !

A bas le trafic de main-d'œuvre !

Correspondant H.R.

LISEZ : « LE PRINTEMPS REVOLUTIONNAIRE DE 68 »
par Jacques Jurquet — Essai d'analyse marxiste-léniniste
Prix : 3 F
Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi

en bref... en bref... en bref... en bref...

Les flics hors des facultés !

Depuis maintenant une semaine les C.R.S. stationnent en permanence aux abords du centre universitaire Censier, tandis que la milice intitulée « vigiles universitaires » s'est installée dans l'enceinte même de la faculté.

Rappelons que les CRS ont pénétré dans la faculté, opérant un « ratissage » dans les couloirs et salles de cours et matraquant à tour de bras les étudiants et professeurs présents.

Quant à la milice des « vigiles », rappelons qu'elle a été créée par le dénommé Le Cavelier et un ancien mercenaire en Afrique, à la demande du ministre Guichard. Le Cavelier, membre notoire du S.A.C. est celui-là même qui avait monté une société (l'E.T.E.C.) spécialisée dans le chantage et l'extorsion de fonds avec tortures à l'appui.

Il est bien clair que par la mise en place de la milice des vigiles, la bourgeoisie cherche à briser le mouvement étudiant et accomplit un nouveau pas dans la fascisation.

Mais les étudiants progressistes ainsi que de nombreux professeurs n'admettent pas la présence des hommes de main fascistes à l'Université et sont bien décidés à les en expulser.

Le Kremlin exterminera t-il les tziganes?

Lu dans la « Pravda » slovaque, organe régional des fantoches de Moscou en Tchécoslovaquie :

« Il y a actuellement en Slovaquie 170 000 tziganes, et d'ici à 1980, en raison de leur caractère prolifique, ils seront 217 000. L'âge des femmes tziganes qui ont leur premier enfant diminue constamment. Et en Slovaquie orientale, par exemple, 45 % des filles de 15 ans sont déjà mères. Environ 90 000 tziganes vivent dans des hameaux arriérés, un quart seulement d'entre eux travaillent régulièrement. Ils ne veillent pas systématiquement à ce que leurs enfants aillent à l'école, et ils vivent souvent de moyens malhonnêtes. (...) Certains individus, mais aussi des organismes, cherchent à « résoudre » le problème en entrant le moins possible en contact avec la population tzigane. Le nombre de tziganes aptes au travail, mais qui ne travaillent pas, est actuellement en Slovaquie d'environ 23 000. Ainsi, il sera nécessaire d'appliquer des mesures sévères contre les fainéants et les parasites. (...) »

Voilà un exemple des conceptions « socialistes » que les impérialistes de Moscou sont venus défendre en Tchécoslovaquie. Quel mépris pour les masses, quel mépris pour une minorité nationale. Les nazis en leur temps parlaient des tziganes en de tels termes. Comme les juifs, les tziganes ont subi la barbarie génocide des bourreaux hitlériens qualifiés d'êtres « supérieurs ». Les tyrans de Moscou et leurs hommes de main locaux se croient-ils eux aussi supérieurs ? Une chose est certaine, c'est que jamais dans un pays authentiquement socialiste les problèmes des minorités nationales n'ont été l'objet d'une telle hostilité réactionnaire. Au contraire, ils ont suscité la plus grande sollicitude fraternelle de la part du pouvoir prolétarien (ce fut le cas en U.R.S.S. du temps de Staline, c'est le cas aujourd'hui en Chine notamment).

La C. G. T. : nouvelle compagnie d'assurances

Dans un tract de propagande, la C.G.T.-Construction (Fédération du Bâtiment probablement) se présente en vantant ses tarifs : « *Non ! la cotisation n'est pas chère !* » Elle expose tous les avantages matériels dont bénéficiera l'adhérent et conclue :

« *Aucune compagnie d'assurances ne garantira de tels droits pour une telle cotisation* ».

Mais le plus fort, c'est que le travailleur algérien qui nous a remis ce dépliant nous a déclaré :

« *A La Ciotat, nous, les immigrés, nous avons décidé de ne plus cotiser à la C.G.T. parce que les permanents ne s'occupent jamais de nous quand on en a besoin* ».

C'est bien cela : une véritable compagnie d'assurances... sur laquelle vous ne pouvez pas compter, exactement comme celles qui sont gérées par les monopoles capitalistes et n'assurent pas sérieusement la défense des risques couverts par leurs contrats.

Décidément le révisionnisme conduit bien aux pires bassesses !

Escroquerie légale

Comment en France, au vingtième siècle, peut-on encore être réduit « légalement » semble-t-il en esclavage ?

En avril 1966, Mme veuve Barral, 60 ans, habitant une exploitation agricole désaffectée à Verney (69) par Beaujeu, est contactée par un représentant d'aliment pour le bétail. Ce dernier lui promet une rémunération de 150 F par veau qu'elle élevera pendant quatre-vingt-dix jours pour sa firme : le Comptoir Commercial des Eleveurs de Gleize (69), filiale de la S.A.R.B. Il lui fait signer divers papiers sans lui en donner lecture et sans lui en laisser d'exemplaire. Les veaux sont livrés (et dans quelles conditions ! sans contrôle ni du poids ni de l'état sanitaire).

Alors le travail harassant commence :

Pas d'eau courante. Cette femme âgée doit charrier jusqu'à 200 litres d'eau chaque jour, seau par seau, le long d'un sentier rocailleux en forte pente, cela même de nuit quand le débit de la source vient à baisser. Elle chauffe l'eau sur sa cuisinière, prépare les bouillies des veaux à la main sans mélangeuse, nettoie les seaux où les animaux ont bu... Il faut faire la litière plusieurs fois par jour car le logement de la vieille dame se trouve juste au-dessus de l'étable... Ainsi jusqu'à dix, douze heures par jour... Jusqu'à ce que le représentant vienne chercher les veaux pour les vendre aux abattoirs et revienne lui annoncer que tout son travail se solde par un endettement de 1 664 F (somme qu'elle est bien incapable de payer).

On la menace : signez un deuxième contrat sinon nous vous appellerons devant le tribunal qui fera vendre votre maison. Elle a peur, elle va céder. Heureusement, la sécheresse tarit provisoirement la source. Elle a le temps de réfléchir ; il n'y aura pas de deuxième contrat.

Mais arrivent les sommations d'huissier... La vieille dame croit pouvoir se défendre. Elle va trouver un avoué qui lui conseille de contre-attaquer en portant plainte. Mais pour cela, il faut de l'argent... « Faites ce qui sera le moins coûteux », dit-elle. Et la procédure traîne... trois ans. Finalement, Mme Barral demande l'assistance judiciaire et porte plainte pour escroquerie en mai 1970. Le procureur de la République fait ouvrir une instruction... qui sera close par un non-lieu le 15 septembre 1971.

Entre-temps, le 6 avril 1971, le Comptoir Commercial des Eleveurs de Gleize assigne devant le tribunal de Commerce de Villefranche-sur-Saône la fille de Mme Barral qui habite Paris. La firme prétend que c'est cette personne qui a signé le contrat en avril 1966, élevé les veaux et qui devrait 1 664 F... plus tous les frais de cinq ans de procédure... Le 4 janvier 1972, la firme se désiste de cette dernière action mais reprend les poursuites contre Mme veuve Barral qui a maintenant 66 ans et qui sera jugée le mardi 2 mai 1972 à 9 h 30 par le tribunal de Commerce de Villefranche-sur-Saône (69).

Les organisations syndicales nationales à qui le cas a été soumis depuis trois ans n'ont pas cru devoir prendre en main sa défense. Seuls la F.D.S.E.A. et la C.D.J.A. du Rhône puis le C.R.J.A. Rhône-Alpes ont récemment pris publiquement position et apportent leur soutien moral officiel (surtout les deux organismes « jeunes »).

Cependant, il ne s'agit pas d'un cas isolé... mais les victimes honteuses hésitent à parler et leur silence permet aux firmes de continuer à disposer d'une main-d'œuvre gratuite et discrète liée à elles par l'endettement (tout en accélérant l'exode rural)...

On parle dans la région d'un éleveur de l'Isère ayant élevé gratuitement quarante veaux pour le Comptoir Commercial des Eleveurs de Gleize. Il a porté plainte mais l'instruction ouverte à cette occasion s'est terminée par une ordonnance de non-lieu... De nombreux éleveurs de porcs ont leurs comptes bloqués ou saisis... On parle surtout d'un groupe de deux cents aviculteurs dont l'endettement avoisine le **milliard**. Pour la grande majorité d'entre eux, le montant de leur déficit dépasse largement la valeur de l'exploitation sans compter les années de travail impayé.

Qui sont les vrais coupables : les exploités ou les exploiteurs?

Le 13 avril à Saint-Malo, la résidence secondaire d'un certain Francis Bouygues est plastiquée.

Selon le journal « le Monde », il s'agit d'une « personnalité du bâtiment aux méthodes autoritaires souvent contestées qui a été récemment et à plusieurs titres au premier plan de l'actualité ». Gros accapareur de terres, magnat de l'immobilier, « son entreprise de construction a été citée à l'occasion du dépassement des devis initiaux pour la réalisation du stade du Parc des Princes ».

Or, le surlendemain, le quotidien local « Ouest-France » publia de larges extraits d'un communiqué commun du syndicat autonome et du syndicat C.G.T. *du groupe Bouygues (7 000 salariés) où l'on peut lire qu' « ils se déclarent profondément émus et indignés par l'attentat de Saint-Malo... protestent avec indignation devant de tels événements troublant l'ordre public... et assurent* la direction générale du groupe Bouygues de leur solidarité ».

Depuis, treize personnes ont été inculpées (dont onze incarcérées) par la Cour de Sûreté de l'Etat.

A bas les buveurs de sang et leurs complices !

Solidarité avec les emprisonnés !

Un camarade

PARMI les LUTTES de la SEMAINE

BERLIET-BAUTHEON (Loire)

Les 250 ouvriers occupent l'usine depuis le 17 avril pour imposer :
— l'augmentation des salaires ;
— la baisse des cadences ;
— des moyens de transports collectifs.

Le 26, un détachement de 300 CRS intervenait brutalement pour imposer le départ de camions chargés de matériel vers Vénissieux. La Riposte a été immédiate et des débrayages ont eu lieu à Lyon et dans toutes les usines Berliet.

C'est avec une profonde colère que les ouvriers réunis en meeting ont appris l'état désespéré d'un jeune ouvrier de 26 ans, victime d'un nouvel accident du travail à Berliet.

Interdisons l'accès des usines occupées au CRS !

A Bas les crimes du capital !

SOCIETE « SUD-EST » (Région Lyonnaise)

750 employés de la Caisse de Crédit agricole, 100 employés de la Caisse accident et des travailleurs de différentes autres caisses sont en grève depuis 15 jours pour la défense des libertés syndicales dans leur établissement, une augmentation non hiérarchisée des salaires, l'amélioration des conditions de travail. Ils refusent également de signer une scandaleuse clause de non-concurrence qui leur interdit l'accès de la profession pendant un an après leur départ de l'entreprise.

Un comité de grève a été mis en place et les petits paysans de la région se déclarent solidaires des grévistes.

Unité à la base et dans l'action !

PAPETERIES LAROCHE-JAUBERT (Angoulême)

Une ouvrière rentrant de congé-maladie se voit licenciée sous l'odieux prétexte que « l'usine n'est pas un hôpital et ne saurait employer de fainéant ! »

La réplique a été immédiate dans les trois établissements de la société et les ouvriers en ont profité pour exiger une augmentation des salaires et le 13e mois !

Pas un seul licenciement !

Classe contre classe !

NOUVELLES GALERIES RICHEMONT (Moselle)

Grève depuis le 17 avril, les travailleuses ont dû affronter les CRS venus dégager l'entrée du dépôt fermée par un barrage et les violences de la direction du magasin dont un directeur n'a pas hésité à foncer en voiture sur le piquet de grève, traînant une femme sur 50 mètres.

Les grévistes demeurent déterminés à obtenir satisfaction :
— 200 F d'augmentation pour tous avec salaire minimum de 1 000 F.
— Prime de vacances de 300 F.

Tous les magasins de la chaîne ont déclenché une grève de solidarité avec leurs luttes.

CIT-ALCATEL

Dans une vingtaine de villes, 400 travailleurs des chantiers débrayent 4 heures par jour depuis 3 semaines pour imposer la diminution de leur temps de travail.

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

La ligne théorique élaborée de 1937 à 1939 par le secrétaire général du P.C.F. (6)

Le P.C.F. et la lutte du peuple algérien pour son indépendance nationale

Une étude de Jacques JURQUET (26)

OPPOSITIONS A LA LIGNE DE THOREZ

Les théories de Thorez imposant l'abandon de la ligne en faveur de l'indépendance nationale de l'Algérie (décembre 1937 - février 1939) ne triomphèrent qu'après une indéniable lutte dans les rangs du Parti communiste français et de sa direction. André Ferrat, membre du Bureau politique, avant le Front populaire, responsable de la Commission coloniale du Comité central et Jean Chaintron, envoyé en septembre 1935 en Algérie sous le pseudonyme de Barthel défendirent de justes positions prolétariennes jusqu'au moment où Thorez parvint à faire prévaloir ses points de vue, vers le milieu de l'année 1936.

En 1935, Barthel proclamait sans équivoque : « *l'Algérie n'est pas la France* », ce qui lui valut une condamnation à un an de prison, l'obligea à entrer dans la clandestinité et à regagner la France comme passager clandestin d'un cargo en partance d'Oran au mois de juillet 1936.

Mais la prise de position la plus significative fut celle d'André Ferrat, que nous avons déjà évoquée et qui fut publiée dans « *les Cahiers du Bolchévisme* » numéro 13 en date du 1er juillet 1935, sous le titre « *Les questions de la révolution en Algérie et l'idéologie colonialiste* ».

Aujourd'hui aucun révisionniste, aucun social-démocrate, aucun trotskyste ne fait état, et pour cause, de cet article d'une importance historique pourtant certaine. Dans son étude, déjà citée, Jakob Moneta s'est bien gardé d'y faire la moindre référence et naturellement, dans la controverse engagée avec celui-ci, Jean Suret-Canale a adopté la même attitude. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'André Ferrat, stigmatisant les positions trotskystes de 1935 réfutait sans équivoque, par avance, la ligne de Thorez.

Dans la similitude entre les positions de « *l'organe du marxisme révolutionnaire* » (trotskyste) « *La lutte de classe* » en 1935 et celles du secrétaire général du Parti communiste français en 1937-1939, on peut aisément constater la communauté de nature entre le révisionnisme et le trotskysme, courants idéologiques et politiques bourgeois. Qu'affirmait en effet en 1935 la revue trotskyste ? Essentiellement que n'existait pas la « *nation* » algérienne. Thorez allait bientôt proclamer la même contre-vérité historique.

André Ferrat, dont nous regrettons de ne pouvoir publier ici in-extenso le long pamphlet, écrivait alors dans la revue bimensuelle du Comité central du Parti communiste français (S.F.I.C.) : « *En face d'un peuple courbé sous l'assujettissement le plus odieux, il se trouve un pédant, prétendu révolutionnaire, qui s'élève contre tout ce qui* « présuppose l'existence d'une nation opprimée par l'impérialisme », *car voyez-vous,* « rien n'est moins sûr que l'Algérie soit opprimée essentiellement en tant que nation ».

Si notre « marxiste » *s'était seulement posé la question : en quoi consiste l'oppression nationale et coloniale ?, il aurait peut-être appris en compulsant l'ABC du communisme que cette oppression consiste essentiellement en un monopole économique de l'impérialisme étranger qui détient les postes essentiels des forces productives ; en une entrave apportée par la nation impérialiste à un développement économique et social normal, le développement de la colonie étant subordonné aux intérêts de la nation impérialiste ; en un assujettissement politique non pas d'une classe, mais de l'ensemble du peuple indigène (exception faite de certaines couches ou minorités nationales qui servant de point d'appui à l'impérialisme peuvent bénéficier de certains privilèges politiques), inégalité de droits, inégalité juridique, inégalité de charges fiscales, militaires, etc. ; en une oppression linguistique qui se manifeste par l'instauration de la langue de la nation dominatrice comme langue officielle — ce qui permet une exploitation et une spoliation encore plus grandes du peuple indigène ; en une oppression culturelle dont les formes sont multiples...*

Mais ce n'est pas « en tant que nation » *que l'Algérie est opprimée, ergote alors notre hurluberlu. Ah, bah! Et en tant que quoi alors ? Naturellement il se garde bien de nous le dire précisément. Mais en revanche, il nous ressasse sa découverte en vingt colonnes filandreuses : l'Algérie n'est pas une nation, par conséquent elle ne saurait subir d'oppression nationale... ».*

L'Algérie, au sens scientifique de Staline

Ensuite André Ferrat procédait à un examen détaillé de la situation de l'Algérie par rapport aux critères scientifiques contenus dans la définition de la « *nation* » élaborée par Staline en 1913 dans son célèbre ouvrage « *le marxisme et la question nationale* ». Son développement constitue encore aujourd'hui une excellente réfutation de la théorie fallacieuse et para-colonialiste élaborée près de quatre ans plus tard par Thorez. En voici un large extrait :

« *Pour arriver à la découverte, notre amateur de processus... s'est bravement cassé la tête sur les différents termes de la définition de la nation donnée par Staline. Et à chaque question il a répondu : Non !*

L'Algérie est-elle une communauté stable ? Non ! dit-il, car elle est composée de Berbères, de Mzabites, d'Arabes, de Juifs et « d'Algéro-Européens », cela est d'ailleurs confirmé par l'éminent professeur Gautier de la Faculté d'Alger.

Nul doute qu'à la question : la France est-elle une communauté stable ?, notre puissant ethnologue, après avoir consulté son éminent professeur, ne réponde : Non ! car elle est composée de Celtes, de Latins, de Flamands, de Bretons, d'Auvergnats, de Morvandiaux et de bien d'autres choses encore.

A raisonner de sa façon, on se demande en quel point du globe terrestre il pourra trouver une communauté stable. Mais son argument le plus puissant consiste à nous apprendre que cette communauté n'est pas stable par suite de l'existence de la minorité européenne implantée en Algérie par l'impérialisme envahisseur. Il est probable que notre analyste ne comprendra jamais que son argument massue se retourne contre lui de toute sa force, et que les 800.000 Européens constituent actuellement un corps étranger implanté par l'impérialisme au milieu du peuple indigène opprimé d'Algérie, qui, lui, constitue précisément cette communauté stable dont il nie l'existence (souligné par nous) *même après avoir déclaré — mais il n'en est pas à une contradiction près — que ce bloc indigène était resté invariablement stationnaire. Il répond avec la même méthode à la question : Y a-t-il une communauté de langue ? Non, dit-il, puisqu'à côté de la langue arabe il existe la langue française. Là encore il serait beaucoup trop simple jour sa tête fumeuse de constater que la langue arabe est la langue nationale et que le français est la langue de l'impérialisme oppresseur... quand à la communauté de teritoire, elle n'existe paraît-il pas, bien que l'Algérie soit peuplée de long en large d'une population composée pour 70 % d'Arabes ou d'arabisés, parce que d'après notre remarquable observateur, l'Arabe habiterait de préférence les villes* (! ?).

Ils'égaye un brin en constatant la décomposition actuelle de la langue arabe en Algérie, ce qui donne lieu, dit-il, à des « scènes amusantes ». A la façon d'un plaisantin qui s'amuse à un enterrement, il ne comprend pas ce qu'il y a de tragique dans ce phénomène. Il est à cent lieues de voir que l'abâtardissement de la langue nationale est une des formes les plus poignantes de l'oppression linguistique et culturelle de l'impérialisme français sur le peuple arabe. Pas davantage il ne comprend que la communauté économique algérienne n'a pas pu se développer de façon normale par suite de l'intrusion violente de l'impérialisme oppresseur qui a empêché ce développement dans l'intérêt exclusif de l'économie métropolitaine et des gros colons français qui ont volé la terre au peuple indigène d'Algérie. Enfin, la communauté de mentalité qui n'est peut être nulle part au monde plus marquée que dans les pays arabes, il ne peut la voir, hypnotisé qu'il est par « le remarquable esprit d'assimilation » que manifestent quelques jeunes kabyles francisés ».

Le passage qui suit est sans doute le plus important, le plus décisif de l'article d'André Ferrat : il porte sur les conditions historiques du développement de la nation algérienne, que Thorez n'a pas discernés ou bien a délibérément niés. Soulignons au passage que les explications avancées ici sont en pleine conformité avec l'enseignement scientifique de Staline. Celui-ci précise en effet que la nation apparaît, en même temps que le capitalisme ascendant, après le stade de l'Etat féodal. Parler comme Thorez de la « *nation algérienne en formation* » revient à méconnaître l'existence de l'Etat algérien largement antérieure à la colonisation, existence qui témoigne du caractère national de l'Algérie avant 1830. Mais voyons ce qu'en dit Ferrat, dans sa stigmatisation du plumitif trotskyste de 1935 :

« *A chaque fois, la manifestation d'oppression impérialiste l'empêche de voir la réalité nationale indigène. Est-il donc si compliqué de comprendre que l'Algérie est une nation dont le développement et dont la formation d'un Etat national sont entravés par l'oppression impérialiste ? Le développement du mouvement national lui-même, conséquence de la victoire du capitalisme sur le féodalisme, s'accompagne de la formation de l'Etat national. Telle est la règle générale de la formation des nations, lorsque celles-ci se développent librement comme ce fut le cas par exemple pour la France. Or, en Algérie, cette formation normale est entravée, l'aspiration d'un peuple à constituer son Etat national est étouffée non seulement par la féodalité qui, à elle seule, ne pourrait pas résister aux facteurs économiques puissants qui engendrent le mouvement de création d'un Etat national, mais par la domination de l'impérialisme étranger. Cette entrave apportée par l'impérialisme français au développement normal de la nation algérienne constitue précisément la base de l'oppression de la nation algérienne « en tant que telle ». Voilà ce que n'importe quel marxiste doit connaître. Mais cet ABC de la question nationale est jusqu'à présent resté un livre fermé de sept sceaux pour notre « marxiste » de la « lutte de classe ».*

Pour illustrer ce raisonnement, donnons l'exemple du Japon que les impérialistes étrangers tentèrent d'accaparer au cours du 19e siècle, sans succès, contrairement à l'Algérie. L'Etat du Japon féodal se transforma rapidement, dans les conditions que l'on sait, en l'Etat national d'une nation capitaliste puissante, que n'avait pas entravé quelque oppression colonialiste. Le trotskyste de 1935, poursuit André Ferrat, « *mêle dans un même « ensemble de processus » deux* nations (souligné par nous) *différentes, la* nation *du peuple indigène d'Algérie et le prolongement de la nation oppresseuse en Algérie. Il en arrive ainsi à* ne plus différencier la nation opprimée de la nation qui opprime (ce que fera en 1939 Maurice Thorez, noté par nous), *cependant que le marxisme exige* « la division nette et précise des nations opprimées, dépendantes, protégées — et des nations oppressives et exploiteuses jouissant de tous les droits, contrairement à l'hypocrisie bourgeoise et démocratique qui dissimule avec soin l'asservissement (propre à l'étape du capital financier de l'impérialisme) par la puissance financière et colonisatrice de l'immense majorité des populations du globe à une minorité de riches pays capitalistes. » (*Lénine* : « *Thèses sur les questions nationale et coloniale* », 2e *Congrès de l'I.C.*) ». (A suivre.)

Menaces et mensonges U.S. impuissants face à l'héroïsme des patriotes vietnamiens

LA VIETNAMISATION ANEANTIE !

Une nouvelle fois, le 27 avril dernier, Nixon a tenté un périlleux numéro d'illusioniste : faire passer le noir pour le blanc, le faux pour le vrai. Il ne lui suffit pas d'être parmi les grands criminels de notre temps, il lui faut une vertu. Nixon-l'assassin, c'est aussi Nixon-le-menteur.

Et ses mensonges ont atteint une impudence sans pareille ! Xuan Thuy, chef de délégation de la RDV à la Conférence de Paris a fustigé le « fossé entre les actes de Nixon et ses paroles ». Qu'on en juge !

UNE SOI-DISANT « INVASION »

Voici les paroles de Nixon :

« *Ce à quoi nous asssitons, ce qui est infligé brutalement à la République du Vietnam du Sud, c'est un cas manifeste d'agression non déguisée et non provoquée sur une frontière internationale. Le seul mot pour la qualifier est le mot invasion* ».

Nixon parle-t-il sérieusement ? Et de quelle frontière internationale s'agit-il ? Celle des Etats-Unis ? Les combattants de la R.D.V. ont-ils pénétré sur le sol américain ? A y voir de plus près, on comprend que Nixon parle du 17e parallèle ; Nixon connaît bien mal sa géographie ; le 17e parallèle n'est pas une frontière ; de part et d'autre de cette ligne, vivent les mêmes hommes, de même langue et de même histoire. Le Vietnam est un ; le peuple vietnamien est un. Il faudra s'y résoudre, Nixon ! Tôt ou tard ! — Et la prétendue « invasion » ressemble fort à une fable !

« *A cette attaque massive se sont uniquement opposées au sol les forces sud-vietnamiennes. Aujourd'hui aucune troupe terrestre américaine n'a participé au combat* ».

Nixon a oublié... une toute petite chose : 800 bombardiers disséminés sur un sol... qui n'a rien d'américain ; des millions de tonnes de bombes lancées.. hors des frontièdes U.S., à des milliers de km des U.S.A. ; la VIIe Flotte qui longe les côtes... du Vietnam. Et les « conseillers » des « forces sud-vietnamiennes au sol » ne sont-ils pas des généraux yankees ?

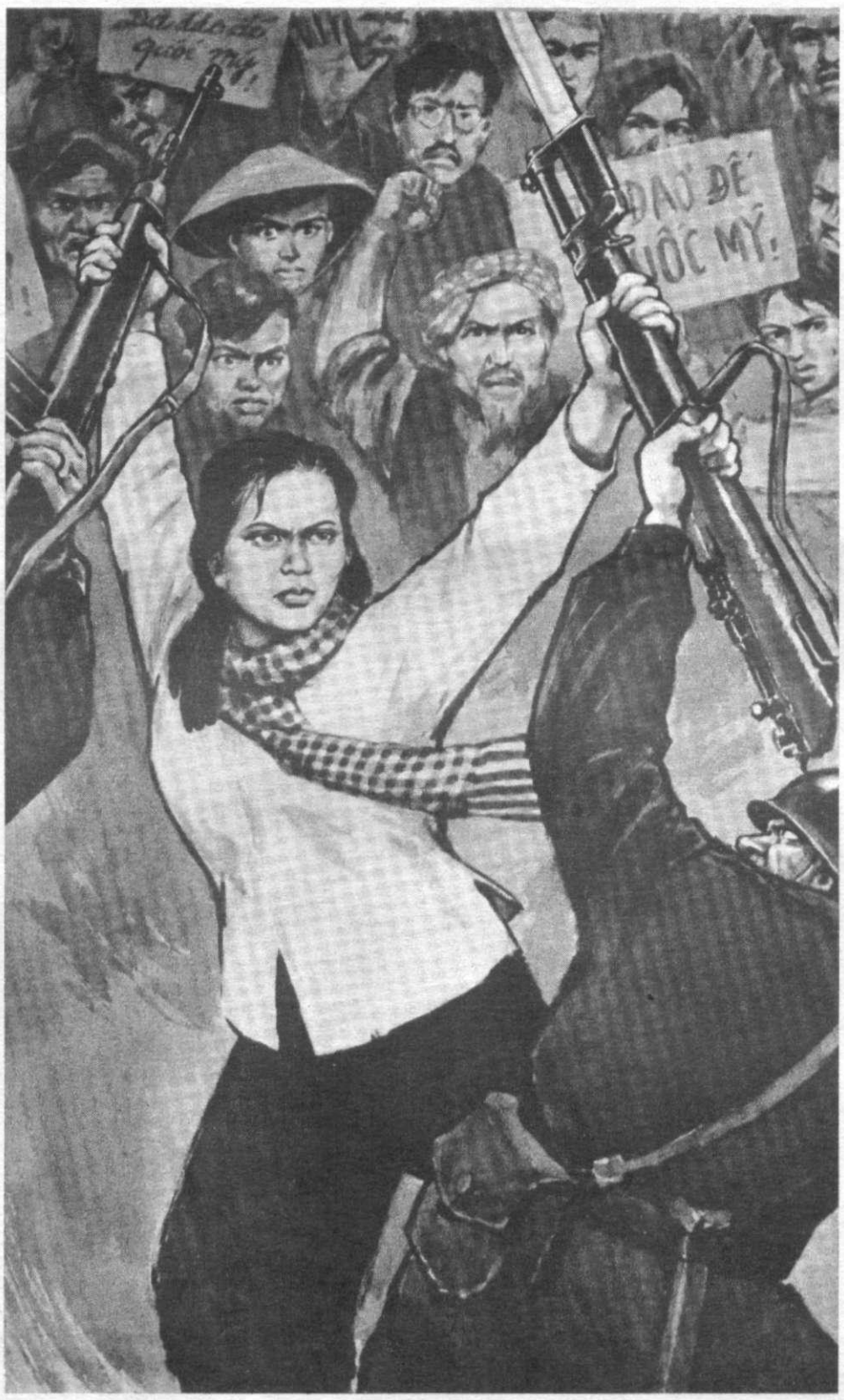
Nixon est un piètre menteur ; quand il ment, il mange le morceau. « L'agression non déguisée » : *C'est celle de ses B52 et de son corps expéditionnaire,* qui tentent de se maintenir sur le sol vietnamien depuis bientôt 20 ans ! « L'agression non provoquée », *c'est la sienne, celle de l'impérialisme américain,* qui s'obstine à se mêler des affaires du peuple vietnamien. Et c'est Nixon qui perpètre « l'invasion » !

DES PRETENDUS SUCCES AMERICAINS

Mais Nixon continue ses contrevérités :

« *J'ai décidé que la vietnamisation a suffisamment prouvé que nous pouvons poursuivre notre programme de retrait des forces...* »

Autrement dit, Nixon a *décidé* que la vietnamisation était un succès.. Sans doute veut-il nous faire rire ? Les combattants vietnamiens tiennent la zone des Hauts-Plateaux jusqu'à la côte ; ils attaquent Quang-Tri ; ils démantèlent la « pacification » dans le delta et ont repris An Loc malgré le pilonnage intensif des B52... En quelques 4 semaines ils ont DETRUIT CE QUE NIXON et les fantoches saigonnais avaient — péniblement — et — apparemment — mis en place en... 4 ans... Nixon, néanmoins appelle cet échec cinglant UN SUCCES ! Grand bien lui fasse ! La lutte du peuple vietnamien se porte à merveille face à de tels « succès américains » !



« *Les Sud-Vietnamiens (saigonnais) ont fait de gros progrès et supportent maintenant le gros de la bataille. Nous pouvons désormais entrevoir le jour où il n'y aura plus aucun Américain engagé là-bas* ».

Nous aussi, nous pouvons entrevoir ce jour... et nous pouvons nous réjouir.

Pour Nixon, ce sera UNE DEFAITE sans précédent.

Pour le peuple vietnamien, pour les peuples du monde ce sera LE JOUR D'UNE GRANDE VICTOIRE ; et tous les cœurs illumineront...

LE ROLE DIRIGEANT DES ETATS-UNIS

Et voici le comble :

« *Si les Etats-Unis trahissent les millions de personnes qui nous ont fait confiance au Vietnam, cela équivaudra à renoncer à nos valeurs morales, à abdiquer notre rôle dirigeant parmi les nations, et ce sera une invitation au fort à faire du faible sa proie dans le monde entier* ».

Décidément Nixon voit grand... car personne n'observe, au Vietnam, des millions de Vietnamiens faire confiance aux impérialistes U.S. ! Tout au plus, quelques dizaines d'hommes, Thieu et ses fidèles, s'accrochent désespérément à leurs basques... Quant au peuple unanime, il combat sans trêve contre l'agression yankee...

« Faire du faible sa proie dans le monde entier » ; n'est-ce pas la spécialité U.S. ? et presque tous les réactionnaires du monde ne sont-ils pas largement approvisionnés en dollars, en Phantoms et en armes... dans le monde entier : au Proche-Orient, en Afrique, en Amérique Latine, en Asie ? Nixon ne manque pas d'humour quand il présente sa super-armada... comme « faible »... Il tente de nous attendrir... mais au fond, il a raison : « la super-puissance » ne peut rien contre la marée irrésistible des peuples en lutte...

Oui, Nixon voit enfin clair : la victoire des peuples d'Indochine portera un coup sévère « au rôle dirigeant (des Etats-Unis) parmi les nations ». Ajoutons un mot, et non le moindre ; ce « rôle dirigeant » n'est rien d'autre que celui du « *premier flic international* ». A tout seigneur, tout honneur !

Nixon et ses sbires Rogers, Kissinger ou Melvin Laird s'évertuent... Mais en vain. Les mensonges les plus gros ne sont pas les plus crus ! Tous leurs discours ne sont que vantardises et forfanteries... Il leur faut, à tout prix, tromper le peuple américain et les peuples du monde... Mais toutes les « décisions » et les « déclarations » d'un assassin doublé d'un menteur ne PEUVENT RIEN CONTRE L'ELAN INDOMPTABLE DES PEUPLES EN ARMES !

C. GRANOT.

(29 avril 1972).

UN CHOIX DE BROCHURES VIETNAMIENNES

(PRIX 6 FRANCS)

— **Les peuples indochinois vaincront.** 1970 (conférence au sommet des 4 parties des 3 peuples indochinois).
— **De Khe Sanh à Tchépone.** 1971.
— **Les bases du règlement de la question vietnamienne.** 1971.
— **Le problème vietnamien.** 1967.
— **Crimes de guerre américains au Vietnam.** 1968.
— 1970. GIAP - **La guerre de libération nationale au Vietnam.**
— **Scène de l'offensive et du soulèvement généralisé.** 1968.
— HO CHI MINH - **Contre l'agression US pour le salut national.** 1967.

(Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi.)

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution N.M.P.P. — Imprimerie N.P.P., 56, rue des Haies - PARIS (20e) — Dépôt légal : 2e trimestre 1972